



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Budget

Comptes spéciaux

Extrait: Domaine des écoles polytechniques fédérales

2012



Table des matières

	Page
3 Domaine des écoles polytechniques fédérales	29
31 Introduction	29
32 Budget consolidé	30
321 Aperçu	30
322 Compte de résultats consolidé	31
323 Compte des investissements consolidé	32
33 Annexe au budget consolidé	34
331 Explications générales	34
332 Explications concernant le budget consolidé	37
34 Information sectorielle/budgets individuels	45
341 Compte de résultats par unité de consolidation	45
342 Compte des investissements par unité de consolidation	45
35 Informations complémentaires	46
351 Investissements de la Confédération dans des immeubles utilisés par le domaine des EPF	46
Arrêté fédéral IV (projet)	49

31 Introduction

Le domaine des EPF comprend les deux écoles polytechniques fédérales de Zurich (EPFZ) et de Lausanne (EPFL) et les quatre établissements de recherche que sont l'Institut Paul Scherrer (IPS), l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (FNP), le Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche (LFEM) et l'Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux (IFAPE). Toutes ces institutions sont des établissements autonomes de droit public de la Confédération, dotés de la personnalité juridique. S'y ajoutent le Conseil des EPF (organe de direction stratégique) et la Commission de recours interne des EPF, en tant qu'instance de recours indépendante.

Pilotage du domaine des EPF et rapports d'activité

La loi sur les EPF régleme le degré d'autonomie du domaine des EPF et de ses institutions, dont la direction politique incombe au Parlement et au Conseil fédéral. Les autorités politiques définissent les normes régissant les prestations (actuellement: mandat de prestations 2008-2011; prolongation 2012) ainsi que le cadre financier, alors que le domaine des EPF, en sa qualité de prestataire, répond de la mise en œuvre des directives. Le domaine des EPF est par ailleurs soumis à la haute surveillance du Parlement. Le Conseil des EPF assure quant à lui la gestion stratégique du domaine des EPF, la gestion opérationnelle incombant aux directions des différentes institutions.

La législation et le mandat de prestations engagent le Conseil des EPF à rendre compte périodiquement des progrès accomplis dans la poursuite des objectifs, de l'état du portefeuille immobilier, ainsi que de la situation sur le plan du personnel et des finances. Pour ce faire, le Conseil des EPF remet annuellement au Conseil fédéral un rapport d'activité qui, après approbation, sert à la fois de documentation complémentaire en vue du traitement des comptes d'Etat au sein du Parlement et d'instrument de communication vis à vis du grand public.

Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ)

L'EPFZ s'engage en faveur d'un enseignement de qualité, d'une recherche fondamentale novatrice et de l'application des résultats pour le bien de la société. Elle rassemble plus de 16 000 étudiants de quelque 80 pays, dont 3500 doctorants environ. Plus de 400 professeurs enseignent dans ses murs et mènent des recherches dans des domaines aussi variés que l'architecture et le génie civil, les sciences de l'ingénieur, les sciences naturelles et les mathématiques, les sciences naturelles orientées système, sans oublier le management et les sciences sociales.

Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL)

L'EPFL compte environ 11 500 personnes, soit plus de 7700 étudiants, près de 300 professeurs ainsi que 4500 chercheurs, techniciens et administrateurs. L'EPFL est l'une des écoles les plus multiculturelles au monde. Des ressortissants de plus de 130 pays y travaillent quotidiennement côte à côte. A partir du niveau master, l'enseignement est dispensé en deux langues (français et anglais). L'EPFL poursuit une politique de consolidation de la coopération internationale; des parrainages et des

projets sont menés conjointement avec les milieux scientifiques et industriels.

Institut Paul Scherrer (IPS)

L'IPS mène des recherches dans les domaines de la matière et des matériaux, de l'homme et de la santé, ainsi que de l'énergie et de l'environnement. Avec la Source de neutrons de spallation SINQ, la Source de lumière synchrotron suisse SLS et la Source de muons suisse μS , l'IPS gère des équipements scientifiques de grande envergure. Plus de 2000 chercheurs de Suisse et du monde entier se rendent chaque année à l'IPS pour y conduire des expériences. L'Institut exploite en outre la seule installation de protonthérapie de Suisse, dédiée au traitement de certaines tumeurs cancéreuses. Des quelque 1700 salariés de l'IPS, 700 sont des collaborateurs scientifiques.

Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (FNP)

Le FNP consacre ses recherches à l'utilisation et à la protection des paysages et des biotopes, et notamment à la gestion responsable des risques naturels dans les Alpes suisses, au travers de la subdivision du FNP chargée de l'étude de la neige et des avalanches. Le FNP emploie environ 500 collaborateurs sur ses sites de Birmensdorf, Davos, Lausanne, Bellinzone et Sion. Une moitié environ sont des collaborateurs scientifiques et 75 docteurs y rédigent leur thèse.

Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche (LFEM)

Le LFEM élabore des solutions axées sur la pratique pour l'industrie et la société dans les domaines des nanomatériaux, de l'environnement, de l'énergie et des technologies durables du bâtiment, ainsi que des biotechnologies et des technologies médicales. Il fournit aux pouvoirs publics des données destinées à étayer leurs décisions politiques et effectue des recherches pour les offices fédéraux. Fin 2010, il comptait quelques 940 collaborateurs, dont 24 professeurs, 140 doctorants et 40 personnes en formation. S'y ajoutaient comme chaque année environ 200 étudiants de diplôme et stagiaires.

Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux (IFAPE)

L'IFAPE se situe, au niveau mondial, à la pointe de la recherche dans le domaine de l'eau. Abordant la problématique de l'eau selon une approche associant sciences naturelles, sciences de l'ingénieur et sciences sociales, il étudie aussi bien les cours d'eau naturels que les systèmes hautement techniques de gestion des eaux usées. Plus de 20 professeurs, 150 collaborateurs scientifiques et autant de doctorants trouvent à l'IFAPE un cadre de travail absolument unique, auquel s'associent activement divers groupements d'intérêts issus de l'économie et de la société.

Conseil des écoles polytechniques fédérales (Conseil des EPF)

Le Conseil des EPF est l'organe de direction et de surveillance stratégique du domaine des EPF. Il est l'autorité de nomination du domaine des EPF et assure la gestion et la construction du parc immobilier. Un état-major de quelque 40 collaborateurs assiste le Conseil des EPF dans l'accomplissement de son mandat légal.

32 Budget consolidé

321 Aperçu

Introduction

Par arrêté fédéral du 19.9.2007, le Parlement fédéral a approuvé pour le domaine des EPF un plafond des dépenses de 8235 millions pour les années 2008 à 2011. Ces ressources servent à couvrir les besoins financiers au titre des dépenses courantes et des investissements, et à atteindre les objectifs fixés dans le mandat de prestations 2008-2011. Le plafond des dépenses comprend également des fonds s'élevant à 110 millions, destinés à financer la participation du domaine des EPF aux projets d'importance nationale des hautes écoles: égalité des chances, programmes doctoraux, bibliothèque virtuelle (e-library), infrastructure d'authentification et d'autorisation (AAI), activités de recherche dans les micro- et nanotechnologies, capteurs, micro- et nano-systèmes électroniques (MEMS/NEMS), systèmes et logiciels pour les technologies de l'information et de la communication (Nano-Tera.CH), Initiative suisse en biologie systémique (SystemsX.ch).

Le plafond des dépenses a été relevé de 95 millions: la mise en œuvre de la 2^e phase des mesures de stabilisation conjoncturelle (supplément Ia 2009, AF du 11.3.2009) a nécessité un rehaussement de 50 millions pour des investissements anticipés ou supplémentaires. Ce rehaussement a permis de réaliser environ 30 projets d'infrastructure en rapport avec l'enseignement et la recherche. Le Parlement a par ailleurs approuvé le plan national suisse pour le calcul de haute performance et sa mise en réseau (HPCN). Avec l'arrêté fédéral I concernant le budget 2010, une augmentation de 45 millions (budget 2010: 33 mio; budget 2011: 12 mio) a été accordée. Compte tenu des augmentations citées précédemment, le plafond des dépenses du domaine des EPF pour la période 2008 à 2011 totalise 8330 millions.

Par arrêté fédéral du 14.6.2011, le Parlement fédéral a relevé le plafond des dépenses de 2164 millions, et prolongé sa durée et celle du mandat de prestations 2008-2011 d'un an. Les objectifs et sous-objectifs du mandat de prestations resteront valables pour 2012. Le mandat de prestations se concentre sur les forces existantes, notamment par le biais d'une coopération renforcée au sein du domaine des EPF et avec les hautes écoles suisses. Il conviendra également d'intensifier les alliances stratégiques avec certaines institutions de recherche choisies (notamment avec le Centre Suisse d'Electronique et de Microtechnique [CSEM], l'Institut Dalle Molle d'intelligence artificielle perceptive [IDIAP], l'Institut de Recherche en Ophtalmologie [IRO], l'Institut Tropical et de Santé Publique Suisse [TPH] et l'Institute for Research in Biomedicine [IRB]). Le mandat de prestations a été complété par des tâches spécifiques: ainsi, les travaux préparatoires seront poursuivis dans la perspective de la réalisation du projet SwissFEL durant la période 2013 à 2016. Par ailleurs, le CSCS de Manno devra se doter d'une organisation stable dans le cadre de la stratégie nationale pour le Calcul de haute performance (HPCN). Enfin, l'EPFL est chargée de déposer sa candidature auprès de la Commission européenne, avec le consortium «Human Brain Project (HBP)», pour l'initiative phare du programme «Future and Emerging Technologies (FET)».

La prolongation d'une année du plafond des dépenses du domaine des EPF pour permettre d'atteindre les objectifs du mandat de prestations 2008-2011 et la prolongation d'un an également du mandat de prestations portent le plafond des dépenses à 10 494 millions. La croissance annuelle moyenne des ressources durant la période prolongée 2008-2012 est de quelque 3% (sur la base du budget 2007).

La contribution financière de la Confédération à l'exploitation courante (crédit A2310.0346, 328 «Domaine des EPF», 2012: 2022,7 mio) et la participation aux investissements dans les constructions du domaine des EPF (crédit A4100.0125, 620 OFCL, 2012: 151,7 mio) sont imputées au plafond des dépenses.

Selon l'art. 12, al. 2, de l'ordonnance sur le domaine des EPF (RS 414.110.3), l'allocation des ressources au sein du domaine des EPF est du ressort du Conseil des EPF. Ce dernier s'en charge dans le cadre des contrats d'objectifs conclus avec les deux EPF et les quatre établissements de recherche et s'appuie pour ce faire sur la planification stratégique du domaine des EPF et les plans de développement approuvés des EPF et des établissements de recherche. Avant d'allouer les moyens aux EPF et aux établissements de recherche, le Conseil des EPF constitue une réserve de fonds nécessaires à sa propre administration, au fonctionnement de la Commission de recours des EPF ainsi qu'aux financements incitatifs et d'aide au démarrage. La ventilation des fonds du budget 2012 entre les deux EPF, les établissements de recherche et le Conseil des EPF est détaillée dans l'information sectorielle (voir ch. 341).

En 2012, les moyens seront affectés en priorité au maintien de la qualité de l'enseignement et à l'amélioration du soutien accordé aux étudiants.

Budget 2012

Les revenus du domaine des EPF totalisent quelque 3112 millions (revenus opérationnels 3098 mio, revenus financiers 14 mio). Par rapport à l'année précédente, on constate une augmentation tant des fonds primaires que des fonds secondaires et des fonds de tiers. Parmi les fonds secondaires, ceux de l'encouragement de la recherche (FNS, CTI) affichent les taux de croissance les plus forts. Les fonds de tiers évoluent également de façon favorable. En dépit des incertitudes quant à l'évolution de la situation économique, on s'attend à une croissance significative des fonds issus de la collaboration avec les milieux économiques privés.

Les contributions de la Confédération dépassent elles aussi nettement les chiffres du budget 2011. Outre l'augmentation due aux arrêtés proposés dans le message FRI 2012, le transfert sans incidence budgétaire de 30 millions à la charge des investissements pour les constructions du domaine des EPF est l'une des causes principales de l'augmentation de la contribution financière.

Au total, les charges dépassent le budget 2011 de 4,3%. Elles s'élèvent à 3121 millions et dépassent de peu les revenus totaux, ce

qui résulte presque exclusivement des amortissements. Parmi les charges opérationnelles, celles du personnel se taillent la part du lion (environ 61% ou 1904 mio).

322 Compte de résultats consolidé

Résultat consolidé du compte de résultats

mio CHF	Compte 2010	Budget 2011	Budget 2012	Ecart p.r. au B 2011 val. abs. %		Chiffre en annexe
Résultat de l'exercice	60	-13	-9	4	-27,6	
Résultat opérationnel (sans résultat financier)	53	-26	-20	6	-22,1	
Revenus opérationnels	2 907	2 963	3 098	135	4,5	
Contribution financière de la Confédération	1 984	1 967	2 023	56	2,9	1
Contribution aux loyers	284	282	301	19	6,8	2
Fonds secondaires et fonds de tiers	615	607	676	69	11,4	3
Compensations par des fonds secondaires	406	405	456	51	12,6	
Compensations par des fonds de tiers	209	201	220	18	9,1	
Variations des fonds secondaires et des fonds tiers	-109	-25	-33	-8	34,1	3
Revenus de prestations de service	111	110	109	-1	-1,0	4
Autres revenus	21	22	22	-0	-1,1	
Charges opérationnelles	2 855	2 989	3 118	129	4,3	
Charges propres	2 779	2 866	3 026	160	5,6	
Charges de personnel	1 769	1 826	1 904	79	4,3	5
Charges de biens et services et charges d'exploitation	869	926	935	9	0,9	2, 6
Amortissements	138	142	188	46	32,0	7
Variations des engagements internes	2	-28	-1	27	-96,4	8
Charges de transfert	76	123	92	-31	-25,2	9
Résultat financier	7	13	11	-2	-16,6	10
Revenus financiers	21	14	14	-1	-4,2	
Charges financières	14	1	3	2	140,2	

Le *résultat annuel* consolidé affiche une perte budgétaire de 9 millions. Par rapport au budget 2011 (- 13 mio), la situation se présente un peu mieux. Le résultat annuel négatif est dû avant tout aux amortissements qui ont connu une croissance supérieure à la moyenne. Cette augmentation trouve sa source d'une part dans les investissements importants consentis entre 2007 et 2010 pour les installations techniques et les machines et qui entraînent à présent d'importants amortissements annuels. Le volume des investissements restera élevé en 2012. D'autre part, le raccourcissement de la durée d'amortissement pour les appareillages scientifiques de l'EPFZ a nécessité des amortissements uniques en hausse (cf. annexe, ch. 7).

Les fonds secondaires et les fonds de tiers n'ont pas d'incidence sur le résultat annuel car la différence entre les revenus et les charges financées par ce biais est comptabilisée à titre de variation des avoirs (diminution des revenus; poste du bilan: capital affecté au passif).

Par rapport au budget 2011, les *revenus opérationnels* progressent de 135 millions (+ 4,5 %) et s'élèvent à 3098 millions. Toutes les catégories de revenus opérationnels sont budgétisées en hausse, à l'exception des revenus de prestations de service et des autres

revenus qui demeurent au niveau du budget 2011. Les contributions de la Confédération (fonds primaires) affichent une augmentation de 75 millions (+ 3,3 %) et atteignent 2324 millions. Les fonds primaires sont les contributions directes de la Confédération (contribution au financement: 2023 mio; contribution aux loyers du domaine des EPF: 301 mio). En comparaison avec l'année 2011, leur part aux revenus opérationnels reste stable et représente quelque 75 %. Les revenus au titre des fonds secondaires et des fonds de tiers (avant la variation des avoirs) totalisent 676 millions, ce qui correspond à un accroissement de 69 millions (+ 11,4 %). Leur part aux revenus opérationnels augmente à 21 % (budget 2011: 20 %). Les 4 % restants se répartissent entre les revenus de prestations de service (109 mio) et les autres revenus (22 mio).

Au total, la Confédération finance le domaine des EPF à hauteur de 90 à 95 %, principalement par des contributions directes (80 %). S'ajoutent à ces dernières, à hauteur de 10 à 15 %, des fonds secondaires dont l'obtention est soumise aux règles de la concurrence. Les 5 % restants du volume de financement proviennent de la collaboration avec le secteur privé (y c. les dons, legs, etc.), des finances de cours et de divers revenus tels les honoraires pour prestations de service et expertises, les ventes de matériel, de même que du résultat financier.

Les *charges opérationnelles* budgétisées s'élèvent à 3118 millions. La hausse de 4,3 % par rapport à 2011 correspond à peu près à l'augmentation des revenus opérationnels (+ 4,5 %). Dans le contexte des hautes écoles, une hausse des revenus a pour corollaire une hausse équivalente des dépenses, car la plus grande part des moyens supplémentaires est directement affectée à l'enseignement et à la recherche. Pour ce qui est des *charges propres*, quelque 63 % représentent des charges de personnel (2011: 64 %). La part des charges de personnel financée par les fonds

secondaires et les fonds de tiers confirme sa tendance à la hausse, passant d'environ 24 % actuellement (2010/2011) à 25 % des charges de personnel. Les charges de biens et services et d'exploitation sont pour une part essentielle des charges locatives pour les immeubles appartenant à la Confédération et utilisés par le domaine des EPF (2012: 301 mio; 2011: 282 mio).

En raison de l'évolution incertaine de la situation économique, les *revenus financiers* ont été budgétisés avec une grande retenue.

323 Compte des investissements consolidé

Résultat consolidé du compte des investissements

mio CHF	Compte 2010	Budget 2011	Budget 2012	Ecart p.r. au B 2011 val. abs. %	
Solde du compte des investissements	-247	-175	-245	-70	40,3
Solde des investissements dans des immobilisations corporelles	-185	-169	-246	-77	45,2
Recettes d'investissement, immobilisations corporelles	16	-	1	1	-
Dépenses d'investissement, immobilisations corporelles	201	169	247	77	45,5
Immeubles	1	0	0	0	-
Installations techniques et machines	171	143	193	50	34,7
Technologies de l'information	29	25	53	28	114,9
Immobilisations incorporelles	0	2	1	-1	-57,1
Solde des investissements dans des placements financiers	-62	-5	1	6	-117,0
Cofinancements (nets)	5	-5	-14	-9	166,0
Placements financiers (nets)	-67	-	15	15	-

La présentation montre les dépenses budgétisées pour l'acquisition ou la création de valeurs patrimoniales qui seront utilisées durant plusieurs années. En principe, on ne comptabilise que les investissements entrant dans les actifs du domaine des EPF. Font exception à cette règle les cofinancements d'immeubles dont la Confédération est propriétaire, qui figurent dans les placements financiers et qui sont amortis tout au long de la période d'utilisation de l'objet financé.

Par rapport au budget 2011, les *dépenses d'investissement* pour les immobilisations corporelles augmentent de 45 % et passent à 247 millions. Une grande part de cette hausse est due aux investissements dans d'importantes infrastructures de recherche au nombre desquelles on compte le réseau de Calcul de haute performance (HPCN) à l'EPFZ et le laser à électrons libres dans le domaine des rayons X (SwissFEL) à l'IPS. En raison de la croissance générale (augmentation du nombre des étudiants, projets supplémentaires d'enseignement et de recherche), les investissements au titre des immobilisations corporelles meubles croissent également.

Les besoins restent importants pour ce qui est de l'acquisition et du remplacement *d'installations techniques et de machines*. Des ressources complémentaires doivent également être affectées

à des infrastructures, à des installations de laboratoires, à des adaptations aux besoins des utilisateurs ou à l'aménagement de locaux loués. Ces investissements concernent en particulier les deux EPF et devraient notamment bénéficier à l'adaptation des infrastructures d'enseignement nécessitée par l'augmentation attendue du nombre des étudiants.

Dans le cadre des grands projets d'infrastructure, l'IPS budgétise pour 2012 quelque 25 millions en vue du développement et de la fabrication de prototypes de composants essentiels de l'installation SwissFEL.

Les investissements dans les *technologies de l'information* doublent par rapport au budget 2011. Généralement, quelque 100 millions sont consacrés chaque année à l'informatique (part des investissements 30 % et part des charges 70 %). Pour 2012, on prévoit au total 126 millions pour l'informatique (investissements et charges de télécommunication). L'augmentation des investissements est due à la mise en œuvre de la stratégie HPCN au Centre Suisse de Calcul Scientifique (CSCS) à Manno: l'EPFZ y prévoit pour 2012 des investissements dans le domaine informatique à hauteur de 20 millions pour les mises à jour ou les nouveaux investissements dans les ordinateurs à haute performance et la mise en réseau.

Une part des investissements dans les installations techniques, les machines et les technologies de l'information sera financée par des fonds secondaires et des fonds de tiers. Selon les informations fournies par les deux EPF et les quatre établissements de recherche, ces investissements pourraient se révéler bien supérieurs à ceux des années précédentes et totaliser quelque 40 à 50 millions (2011: 30 mio environ).

Les *cofinancements* figurant dans les placements financiers concernent deux projets de l'EPFZ et un de l'EPFL. La construction d'un nouvel immeuble de bureaux pour le département de gestion, de technologie et d'économie pour l'enseignement et la recherche de l'EPFZ (LEE) à la Leonhardstrasse devrait bénéficier en 2012 d'un cofinancement de 10,5 millions. La planification et l'appel d'offres relatifs au bâtiment destiné à «Agrovet-Strickhof», un projet de recherche sur l'élevage des animaux de rente basé à Eschlikon Lindau (dont la direction est confiée à l'Université de Zurich) devrait quant à lui profiter d'un cofinancement de 1,5 million. Ce projet vise à créer un centre de compé-

tences général pour la recherche et l'enseignement en matière de production d'aliments sains avec des animaux en bonne santé et une surveillance de l'ensemble de la chaîne alimentaire; il sera conduit en collaboration avec les facultés Vetsuisse des universités de Zurich et de Berne, le département des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'EPFZ, la haute école zurichoise pour les sciences appliquées et l'office pour le paysage et la nature du canton de Zurich. En association avec le canton de Vaud, l'EPFL utilisera la tranche annuelle de 2,6 millions du cofinancement dévolu au centre sportif (Centre Sport et Santé [CSS]).

Enfin, la part prépondérante des investissements au titre des *placements financiers* concerne le placement auprès de la Trésorerie fédérale de moyens temporairement non nécessaires – provenant avant tout des revenus des fonds secondaires et des fonds de tiers. L'IPS prévoit pour 2012 de réduire de quelque 15 millions les avoirs en fonds de tiers pour les affecter au financement des dépenses d'exploitation, ce qui provoquera un recul correspondant des placements financiers

33 Annexe au budget consolidé

331 Explications générales

1 Principes

Bases légales

La présentation des comptes du domaine des EPF se fonde sur les bases légales suivantes (directives et règlements inclus):

- loi fédérale du 4.10.1991 sur les écoles polytechniques fédérales (loi sur les EPF; RS 414.110)
- ordonnance du 19.11. 2003 sur le domaine des écoles polytechniques fédérales (ordonnance sur le domaine des EPF; RS 414.110.3)
- ordonnance du Conseil des EPF du 5.2.2004 sur la comptabilité du domaine des EPF (RS 414.123)
- manuel de comptabilité du domaine des EPF (version d'octobre 2010).

Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation du domaine des EPF inclut les unités suivantes:

- Conseil des Ecoles polytechniques fédérales (Conseil des EPF), Zurich;
- EPF de Zurich (EPFZ), Zurich
- EPF de Lausanne (EPFL), Lausanne
- Institut Paul Scherrer (IPS), Villigen
- Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (FNP), Birmensdorf et Davos
- Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche (LFEM), Dübendorf, Saint-Gall et Thoune
- Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux (IFAEP), Dübendorf et Kastanienbaum.

Normes comptables

La présentation des comptes du domaine des EPF suit les normes de présentation du compte consolidé de la Confédération (CCC). Elle respecte par ailleurs les principes de la comptabilité commerciale et de la gestion d'entreprise généralement admis, mentionnés dans l'ordonnance du Conseil des EPF sur la comptabilité du domaine des EPF. Les prescriptions comptables, y compris les normes d'évaluation et d'amortissement, figurent dans le manuel de comptabilité du domaine des EPF (art. 5 de l'ordonnance sur la comptabilité du domaine des EPF, RS 414.123).

Gouvernement d'entreprise

Les principes régissant la direction et le contrôle du domaine des EPF (y c. la stratégie de la Confédération en sa qualité de propriétaire) ont été publiés dans le rapport d'activité du Conseil des EPF sur le domaine des EPF «Progrès 2010» (sur le modèle de la directive de la Bourse suisse [SWX] sur le gouvernement d'entreprise).

Gestion des crédits et plafond des dépenses

L'instrument de gestion du domaine des EPF est le mandat de prestations, lui-même conditionné sur les plans temporel et matériel par le plafond des dépenses autorisé par la Confédération pour les années 2008 à 2011 et pour sa prolongation jusqu'à 2012. Les tranches annuelles du plafond des dépenses obéissent aux principes suivants:

- *Présentation séparée des charges et des investissements en matière de construction:*

Le crédit de charges finançant les dépenses d'exploitation courantes (contribution financière) est inscrit dans les comptes de la Confédération au poste 328 «Domaine des EPF». Les immeubles du domaine des EPF appartenant (à de rares exceptions près) à la Confédération, le crédit d'investissement y afférent est comptabilisé auprès de l'Office fédéral des constructions et de la logistique (OFCL) et porté à l'actif du bilan de l'OFCL. Les charges liées aux installations de recherche, aux éléments à usage spécifique et aux installations d'exploitation ne font en revanche pas partie du crédit d'investissement. Ces investissements sont financés par le biais de la contribution financière et sont directement transférés dans le patrimoine des EPF et des quatre établissements de recherche. La préservation de la valeur de ces équipements d'exploitation apparaît donc dans leur comptabilité (inscription à l'actif et amortissement tout au long de leur durée de vie).

- *Transferts de crédits:*

a) Crédit de charges et crédit d'investissement

Le transfert de crédit (art. 20, al. 5, OFC; RS 611.01) donne au domaine des EPF la souplesse nécessaire dans l'emploi des ressources. L'arrêté fédéral I concernant le budget 2012 habilite le Conseil fédéral à déléguer au Département fédéral de l'intérieur (DFI), en accord avec le DFF (AFF et OFCL), la compétence de procéder au cours de l'exercice, pour un volume limité dorénavant à 20 % du crédit d'investissement, à des transferts entre le crédit d'investissement de l'OFCL dédié aux constructions dans le domaine des EPF et le crédit de charges du domaine des EPF destiné à l'exploitation.

b) Crédits d'engagement

L'arrêté fédéral I concernant le budget 2012 habilite le DFI à procéder, entre les crédits d'engagement du programme de construction 2012 du domaine des EPF, à des transferts d'un volume n'excédant pas 2 % du plus faible montant des crédits d'engagement concernés.

- *Contribution aux loyers des immeubles appartenant à la Confédération:*

Pour une meilleure transparence des coûts, les loyers des immeubles appartenant à la Confédération et utilisés par le domaine des EPF sont comptabilisés selon le modèle du locataire. La contribution de la Confédération aux loyers des EPF apparaît dans le budget de la Confédération comme un crédit de charges avec incidence financière (poste 328 «Domaine des EPF»). Un crédit de revenus d'un montant identique est inscrit dans la comptabilité de l'OFCL. La contribution de la

Confédération aux loyers n'est pas intégrée au plafond des dépenses pour l'exploitation et les investissements du domaine des EPF. Le domaine des EPF inscrit dans son compte de résultats une contribution d'un montant correspondant à titre de revenus, et une contrepartie identique au titre des charges de loyers.

Modification des principes comptables

Aucune modification majeure des principes comptables n'est prévue par rapport aux comptes 2010 et au budget 2011.

2 Principes de budgétisation et de présentation des comptes

Principes de budgétisation et de présentation des comptes

La budgétisation du domaine des EPF respecte les mêmes critères et principes que ceux qui sont appliqués par la Confédération (principe du produit brut, de l'universalité, de l'annualité et de la spécialité).

En vertu de l'art. 35, al. 1, de la loi sur les EPF (RS 414.110), le compte consolidé du domaine des EPF fournit un aperçu de la situation réelle de la fortune, des finances et des revenus, abstraction faite des transferts internes. Les principes de présentation des comptes (importance, clarté, permanence des méthodes comptables, produit brut) s'inspirent des normes de présentation du *compte consolidé de la Confédération (CCC)*; ils sont consignés dans le manuel de comptabilité du domaine des EPF.

Principes d'établissement du bilan et d'évaluation

Les principes régissant l'établissement du bilan et l'évaluation respectent les normes de présentation du compte consolidé de la Confédération (CCC); ils figurent dans le manuel de comptabilité du domaine des EPF.

Principales différences par rapport aux normes de présentation du compte consolidé de la Confédération (CCC)

Différence: en vertu de l'art. 9 de l'ordonnance du Conseil des EPF sur la comptabilité du domaine des EPF (RS 414.123), des provisions sont également constituées pour couvrir de futurs engagements prévisibles. De plus, des provisions peuvent être constituées pour couvrir des risques financiers dans le cadre de la gestion des risques.

Justification: en vertu de l'art. 12, al. 2, des directives du Conseil des EPF du 4.7.2006 sur la gestion des risques des EPF et des établissements de recherche, le domaine des EPF est habilité à constituer des provisions suffisantes ou à prendre des mesures adéquates pour les risques non assurés ou transférés d'une autre manière à des tiers.

Conséquence: le total des provisions du domaine des EPF peut inclure des montants réservés pour des événements à venir. Ainsi, dans le compte de résultats, la variation des provisions ne figure pas complètement dans l'exercice comptable correspondant.

3 Risques et gestion des risques

Gestion des risques dans le domaine des EPF

Contexte

La conduite à l'égard des risques est définie dans les directives du 4.7.2006 sur la gestion des risques des EPF et des établissements de recherche, que le Conseil des EPF a édictées en se fondant sur l'art. 19a, al. 2, de l'ordonnance sur le domaine des EPF (RS 414.110.3). Ces directives précisent les principes de gestion des risques et définissent les objectifs de la politique suivie par le Conseil des EPF en matière de risques. Elles sont entrées en vigueur le 15.2.2007 à la suite d'une décision présidentielle. Elles définissent en particulier:

- les objectifs de la politique en matière de risques et les compétences;
- l'inventaire des risques;
- l'appréciation des risques;
- la maîtrise des risques et le financement des mesures;
- le contrôle de gestion en matière de risques.

Responsabilité et processus de gestion des risques

Comme l'exige l'autonomie sur laquelle la loi sur les EPF fonde le travail d'enseignement et de recherche et le transfert de savoir et de technologie des six institutions, chacune de ces dernières répond de la gestion des risques qu'elle encourt. Les présidents des EPF ainsi que la directrice et les directeurs des établissements de recherche sont donc les principaux responsables de la gestion des risques dans leur établissement.

Sur la base des directives du Conseil des EPF, les deux EPF et les quatre établissements de recherche ont donc tous mis en place leur propre processus de gestion des risques. Celui-ci comprend l'identification et l'appréciation des risques individuels, des stratégies permettant de les maîtriser et un contrôle adapté. Dans les faits, la mise en œuvre de la gestion des risques dans les différentes institutions est soumise à l'examen de l'audit interne du Conseil des EPF, qui fait rapport au comité d'audit du Conseil.

Au sein de chaque institution, un responsable de la gestion des risques ou un comité de gestion des risques coordonne les activités et pilote les processus dans ce domaine. Le plus souvent, le responsable de la gestion des risques est appuyé par un comité ad hoc.

Risques dans le domaine des EPF

Risques dans les différents établissements

Le catalogue de risques diffère en fonction du profil de chaque institution. Les risques majeurs varient par exemple selon qu'il s'agit d'une haute école ou d'un établissement de recherche.

L'orientation spécifique et la taille de chaque institution ont également une influence sur les risques auxquels elle est exposée. Ainsi, l'appréciation du même risque peut varier d'une école polytechnique ou d'un établissement de recherche à l'autre.

Dans leur catalogue de risques, les six institutions ont procédé à une description détaillée des risques qu'elles ont identifiés et des dommages qui peuvent en découler, et les ont évalués selon deux critères: la probabilité de leur occurrence et leurs conséquences financières (importance du dommage potentiel). Les deux EPF et les quatre établissements de recherche mettent leurs catalogues de risques individuels à jour une fois par an au moins, à la lumière des changements de contexte et de l'évolution des risques. Chaque catalogue distingue les catégories suivantes:

- risques financiers et économiques;
- risques juridiques;
- risques matériels, risques techniques et risques liés aux éléments naturels;
- risques liés à des personnes ou à l'organisation;
- risques technologiques et naturels;
- risques sociaux et politiques;
- risques environnementaux.

Pour les deux EPF et les établissements de recherche, les risques majeurs se caractérisent par des conséquences financières potentielles lourdes et une probabilité d'occurrence supérieure à la moyenne; en outre, ils menacent directement l'accomplissement des tâches légales de l'institution.

Dans leur rapport annuel, les institutions donnent connaissance de l'existence, de l'étendue et des conséquences financières des risques majeurs qui les menacent. En outre, elles doivent informer, directement et sans retard, le Conseil des EPF en sa qualité d'organe de surveillance du domaine des EPF, des évolutions des risques et des dommages extraordinaires. Les catalogues de risques du domaine des EPF sont communiqués chaque année au DFI.

Instruments et mesures en matière de gestion des risques

Les principes de gestion des risques prévoient que les deux EPF et les établissements de recherche s'assurent contre d'éventuels dommages, subsidiairement à d'autres mesures.

Assurances

En dépit d'une gestion consciencieuse des risques, on ne saurait exclure qu'un établissement soit touché par un événement susceptible de mettre en péril l'accomplissement des tâches que lui assigne la législation fédérale. Dans ce cas, en vertu de l'art. 19a, al. 4, de l'ordonnance sur le domaine des EPF (RS 414.110.3), le Conseil des EPF demande au département, à l'attention du

Conseil fédéral, une modification du mandat de prestations ou une augmentation de la contribution financière de la Confédération. Les assurances contractées par les institutions du domaine des EPF sont d'une grande importance pour l'appréciation de ce risque subsidiaire pour la Confédération (dans le sens de la responsabilité de la Confédération telle qu'elle est décrite à l'art. 19, al. 1, de la loi sur la responsabilité [RS 170.32]). Pour cela, les institutions doivent tenir compte des risques qu'elles encourent mais aussi veiller à maintenir un rapport coûts-bénéfices convenable et respecter les règles de la Confédération en matière de marchés publics. Les polices doivent être conformes aux normes en vigueur sur le marché suisse de l'assurance et être souscrites auprès de compagnies autorisées à pratiquer en Suisse.

Il incombe à chaque institution de contracter les polices nécessaires et de gérer son portefeuille d'assurances. Les directives du Conseil des EPF établissent qu'outre les assurances prescrites par la loi, les EPF et les établissements de recherche doivent conclure, en vue d'une couverture de base, les assurances suivantes:

- une assurance choses et pertes d'exploitation;
- une assurance responsabilité civile d'entreprise;
- les assurances nécessaires en vue d'offrir une couverture aussi complète que possible pour les risques majeurs.

Les EPF et les établissements de recherche ont contracté des assurances de choses et des assurances responsabilité civile d'entreprise pour la couverture des dommages. Les sommes assurées s'élèvent dans la majorité des cas à 50 millions pour les dommages corporels et matériels, et à 5 millions pour les dommages pécuniaires. Les risques d'incendie et de dégâts naturels sont également assurés (EPFZ: 1,7 mrd pour les dommages aux infrastructures; EPFL: 700 mio pour les dommages aux infrastructures; IPS: 1 mrd; LFEM: 161 mio). De plus, l'EPFZ a assuré ses propres immeubles contre le risque d'incendie. En fonction de l'évaluation de la probabilité de survenance d'un dommage (> 50%), des provisions sont également constituées pour certains risques de dommages.

Enfin, les EPF, les établissements de recherche et le Conseil des EPF ont conclu des contrats de moindre portée pour la couverture de risques spécifiques comme le prescrivent les directives.

Publication des risques

Dans le cadre de la clôture annuelle, on s'assure que la totalité des risques soit prise en compte dans les rapports. En fonction du degré de probabilité de leur réalisation, les risques figurent soit dans les provisions (> 50 % de probabilité), soit en annexe dans les engagements conditionnels.

332 Explications concernant le budget consolidé

Postes du compte de résultats

1 Contribution financière de la Confédération

mio CHF	Compte 2010	Budget 2011	Budget 2012	Ecart p.r. au B 2011 val. abs. %	
Contribution financière de la Confédération	1 984	1 967	2 023	56	2,9

La contribution financière de la Confédération sert à l'atteinte des objectifs et à l'accomplissement du mandat de prestations des EPF au sens de la loi sur les EPF (RS 414.110).

Les tranches annuelles du plafond des dépenses sont réparties en deux crédits, à savoir la contribution financière et le crédit d'investissement. L'accroissement de la contribution financière de 56 millions (+ 2,9 %) par rapport à 2011 est dû pour 30 millions environ au transfert imputé au crédit d'investissement dédié aux constructions du domaine des EPF.

Les deux budgets 2012 et 2011 comportent des opérations uniques et des effets spéciaux, de sorte que la comparaison entre les deux années est difficile. Les différences concernent avant tout les investissements au titre des grandes infrastructures de recherche du domaine des EPF pour le projet HPCN et pour SwissFEL. Le total des dépenses budgétisées pour la stratégie nationale pour le Calcul de haute performance et sa mise en réseau (projet HPCN) de l'EPFZ s'élève à 20 millions pour 2012 (budget 2011: 5,4 mio). Pour le laser à électrons libres dans le domaine des rayons X SwissFEL à l'IPS, on prévoit des dépenses totales de l'ordre de 35 millions. La part de la Confédération de 29 millions est incluse dans la contribution financière. La contribution du canton d'Argovie (6 mio) est comptabilisée dans les fonds de tiers.

Avant d'allouer les ressources aux deux EPF et aux quatre établissements de recherche, le Conseil des EPF réserve, en vertu de l'art. 33a de la loi sur les EPF (RS 414.110), les fonds nécessaires à sa propre administration, au fonctionnement de la Commission de recours interne (2012: 15,0 mio) ainsi qu'un montant pour les financements incitatifs et d'aide au démarrage de projets stratégiques s'inscrivant dans le domaine des EPF (2012: 35,8 mio). Ces fonds seront transférés au cours de l'année 2012 aux deux

EPF et aux quatre établissements de recherche. L'opération n'a aucune incidence budgétaire.

Le total de l'année concernée inclut la contribution aux projets d'importance nationale de la Conférence des universités suisses (CUS). Pour 2012, le montant réservé à cette fin est de 23,2 millions (2011: 35,1 mio). Il s'agit de projets communs d'importance nationale des hautes écoles décidés par la CUS, ainsi que des projets de coopération et d'innovation (PCI: égalité des chances, formation des doctorants, bibliothèque virtuelle [e-library], infrastructure d'authentification et d'autorisation [AAI], technologies clés utilisant des micro- et nanocomposants [Nano-Tera.CH, SystemsX.ch]). Pour ces projets, le FNS alloue les contributions aux chercheurs par voie de concours.

Les mesures de financement des projets stratégiques au sens du message FRI 2008-2011 (Département des biosystèmes [EPFZ], Institut suisse de recherche expérimentale sur le cancer, ISREC [EPFL], EPFL à Neuchâtel [EPFL], laser à électrons libres dans le domaine des rayons X SwissFEL [IPS], écotoxicologie auprès de l'IFAEPE), qui s'élèvent à 64 millions (budget 2011: 50,0 mio), sont également prises en considération par la prolongation d'un an du message FRI.

L'ensemble des moyens stratégiques destinés à la réalisation des projets au sens du message FRI 2012 et aux financements incitatifs et d'aide au démarrage totalise quelque 143 millions et dépasse le montant inscrit au budget 2011 (123 mio).

Outre la couverture des dépenses courantes, la contribution financière de la Confédération est utilisée pour des investissements dans des immobilisations corporelles meubles et dans des biens incorporels. Les investissements sont budgétisés à environ 200 millions au total (2011: 136 mio).

2 Contribution de la Confédération aux loyers

mio CHF	Compte 2010	Budget 2011	Budget 2012	Ecart p.r. au B 2011 val. abs. %	
Contribution de la Confédération aux loyers	284	282	301	19	6,8

La contribution de la Confédération aux loyers est un crédit destiné à couvrir les charges liées à la location d'immeubles appartenant à la Confédération. Ce crédit n'est pas compris dans le plafond des dépenses. Il a certes des répercussions financières, mais n'a pas d'incidences en termes de dépenses (pas de flux de fonds). Les calculs se basent sur les amortissements théoriques et sur les coûts du capital des immeubles, auxquels viennent s'ajouter des émoluments de traitement. Les effets de l'évolution des investissements dans les constructions sont ainsi pris en considération.

Par rapport aux hypothèses sur lesquelles se fondait le budget 2011, il convient de procéder aux adaptations suivantes: la valeur de placement passe de 5,6 à 5,9 milliards. En revanche, la valeur foncière reste de 1,1 milliard. Le taux d'intérêt applicable à la rémunération du capital moyen investi reste de 3,0 %

et ne subit pas de modification par rapport au compte 2010 et au budget 2011.

Les immeubles sont en général amortis sur une période de 40 ans. Les investissements destinés au maintien de la valeur ne sont pas inscrits à l'actif. Aucun amortissement n'est comptabilisé pour la valeur foncière. La valeur globale à l'état neuf des immeubles du domaine des EPF appartenant à la Confédération s'élève à environ 7,0 milliards.

En raison des acquisitions nettes de biens immobiliers attendues dans le domaine des EPF, la contribution aux loyers passe à 301 millions, soit une augmentation de 19 millions par rapport au budget 2011 (+ 6,8 %). De ce montant, quelque 170 millions sont destinés aux amortissements et 131 millions environ représentent les intérêts sur la valeur de placement.

3 Revenus de fonds secondaires et de fonds de tiers

mio CHF	Compte 2010	Budget 2011	Budget 2012	Ecart p.r. au B 2011 val. abs. %	
Revenus de fonds secondaires et de fonds de tiers	615	607	676	69	11,4
Fonds secondaires (Confédération, organisations gouvernementales et internat.)	406	405	456	51	12,6
Fondation Fonds national suisse (FNS)	155	147	179	32	21,8
Revenus divers provenant de l'encouragement de la recherche	35	38	45	7	19,2
Commission pour la technologie et l'innovation (CTI)	33	39	36	-3	-7,5
Recherche du secteur public	73	60	69	9	14,5
Programmes-cadres de recherche européens	110	122	128	6	4,9
Fonds de tiers	209	201	220	18	9,1
Coopération avec l'économie	143	133	152	19	14,5
Dons et legs	36	37	27	-10	-25,8
Autres fonds de tiers	30	32	40	8	27,0
Variations des fonds secondaires et des fonds de tiers	-109	-25	-33	-8	34,1

Selon les prévisions, la tendance positive enregistrée depuis quelque temps se maintiendra en 2012. Par rapport au budget 2011, le montant budgétisé au titre des revenus de fonds secondaires et de fonds de tiers augmente de 69 millions (+ 11,4 %) et devrait atteindre 676 millions. La hausse attendue est particulièrement marquée pour ce qui est des fonds secondaires (+ 51 mio ou 12,6 %). Néanmoins, les fonds de tiers devraient également augmenter et totaliser 220 millions, ce qui correspond à un taux de croissance de 9,1 % (+ 18 mio) en comparaison avec le budget 2011.

L'une des causes des revenus supplémentaires budgétisés au titre des fonds secondaires réside dans le fait qu'en matière d'encouragement de la recherche, les coûts indirects (overhead) sont mieux indemnisés que les années précédentes.

Dans leur majorité, les projets d'enseignement et de recherche sont des projets pluriannuels. On ne comptabilise dans les revenus que les flux de fonds effectifs de l'exercice. A la fin de l'année, la part des revenus non encore utilisée figure au bilan dans le capital affecté en tant que prestations dues. La contre-

partie est inscrite au poste des *variations des avoirs* du compte de résultats. Leur montant dépend de l'évolution attendue des projets. On table dans le budget 2012 sur une augmentation des prestations dues de 33 millions, donnant lieu à une diminution correspondante des revenus. En inscrivant la variation des avoirs, on compense année après année les revenus et les charges des projets financés sur les fonds secondaires et les fonds de tiers.

Le taux de croissance élevé des fonds secondaires se fonde sur les hypothèses suivantes: en ce qui concerne les ressources du *Fonds national suisse (FNS)*, les institutions du domaine des EPF comptent avec un grand nombre de nouveaux projets de recherche autorisés. Cette tendance vaut également pour les *revenus divers provenant de l'encouragement de la recherche*, qui devraient également fortement augmenter par rapport à 2011. Ce poste comprend entre autres les compensations provenant des projets de recherche des Pôles de recherche nationaux (PRN/FNS), dont l'apport s'élève à 19,8 millions (2011: 16,9 mio). L'encouragement de la recherche inclut également les fonds obtenus sur concours dans le cadre des projets d'importance nationale de la Conférence universitaire suisse (CUS): 24,8 millions sont budgétisés en 2012 au titre des engagements pour des projets (2011: 20,3 mio). De cette somme, 13,1 millions proviennent de projets liés à SystemsX.ch (Initiative suisse en biologie systémique) et 10,5 millions de Nano-Tera.ch, alors que le solde de 1,2 million est attendu de divers projets d'innovation et de coopération. Les perspectives de compensations provenant de mandats de recherche de la *Commission pour la technologie et l'innovation (CTI)* font l'objet d'estimations prudentes. Ses fonds d'encouragement visent à permettre aux entreprises de développer un savoir nouveau, en collaboration avec les hautes écoles, et de le commercialiser sous forme de produits et de services. Dans le domaine des EPF, de telles tâches sont principalement du ressort des deux EPF, qui budgétisent la majeure partie (27,5 mio) des revenus de 36,3 millions. Le LFEM devrait également bénéficier d'une part relativement importante des ressources CTI (7,5 mio). Les revenus au titre de la *recherche du secteur public* devraient croître légèrement par rapport au budget 2011. Les estimations de l'EPFL sont plus optimistes: elle compte sur des mandats supplémentaires dans le cadre du programme de recherche Energie – économie – société (EES). Durant les trois premières années du 7^e programme-cadre de recherche de l'Union européenne (PCR), le domaine des EPF a participé avec succès, sur concours, à l'allocation de ressources incitatives. Le domaine des EPF est en Suisse le bénéficiaire principal des ressources incitatives du 7^e PCR de l'*Union européenne (UE)* (période de 2007 à 2013). Les attentes restent élevées pour 2012. Les revenus budgétisés sont de 128 millions (2011: 122 mio). On compte avec une augmenta-

tion du nombre des projets, assortie de revenus supplémentaires correspondants, et notamment avec la poursuite des allocations de fonds incitatifs par le Conseil européen de la recherche (ERC Grants).

En ce qui concerne les *revenus des fonds de tiers*, l'évolution est contrastée. Dans l'ensemble, la tendance favorable des années précédentes devrait se maintenir. Le montant total de 220 millions dépasse les attentes pour 2011 (201 mio). Les revenus escomptés de la *coopération avec les milieux économiques* s'élèvent à 152 millions (2011: 133 mio). Malgré la situation économique difficile, on devrait atteindre une croissance de 19 millions. Dans sa planification stratégique pour les années 2012 à 2016, le Conseil des EPF a fixé pour objectif une croissance appropriée des fonds de tiers. Ces derniers financent davantage de postes de professeurs-assistants, et à cet égard, il conviendra de veiller à ce que l'indépendance du corps enseignant soit préservée. Les revenus au titre des dons et legs ne sont ni prévisibles, ni planifiables. Des 27 millions inscrits au budget 2012, 23 millions concernent la seule EPFZ. Cette dernière table sur un certains nombres de dons annuels récurrents, alors que certains dons importants ont marqué les années précédentes (par ex. le don Branco Weiss en 2010). Les *autres revenus des fonds de tiers* (2012: 40 mio) proviennent notamment des partenariats avec les cantons (ou des universités cantonales) et les communes; il s'agit souvent de contributions des cantons à de grands projets de recherche (par ex. la contribution du canton d'Argovie à l'IPS pour le projet SwissFEL). Sous ce poste, l'EPFZ budgétise également les revenus issus de la coopération avec le Singapore ETH Centre (SEC). Le montant prévu au titre des autres revenus des fonds de tiers est de 40 millions et dépasse la moyenne des années précédentes (30 mio environ).

Les fonds secondaires et les fonds de tiers représentent des parts très variables du total des compensations dans les institutions du domaine des EPF. La fourchette va de 15 % (IPS) à 29 % (EPFL). Les revenus issus de prestations de service et les autres revenus ne sont pas inclus dans ces données. De même, les différences sont considérables au niveau des efforts prioritaires consentis pour l'acquisition de fonds secondaires et de fonds de tiers. Les deux EPF en doivent une part élevée (2012: 8 à 12 %) à l'encouragement de la recherche de la Confédération. L'apport du programme-cadre de recherche de l'UE est le plus élevé à l'EPFL (6,5 %). Au FNP, une part appréciable des revenus (15 % environ) provient de la recherche du secteur public (notamment pour la réalisation de l'Inventaire forestier national). La coopération avec le secteur privé et les autres fonds de tiers génèrent des revenus de l'ordre de 4 à 9 % de l'ensemble des compensations.

4 Revenus de prestations de service

mio CHF	Compte 2010	Budget 2011	Budget 2012	Ecart p.r. au B 2011 val. abs. %	
Revenus de prestations de service	111	110	109	-1	-1,0
Emoluments d'utilisation, prestations de service	71	71	74	3	4,6
Finances de cours et d'inscription	30	28	30	2	7,5
Brevets et licences	7	6	6	-0	-4,3
Prestations de service à caract. scientifique et administratif	34	37	38	1	3,8
Ventes	10	10	10	-0	-3,5
Remboursements	8	8	6	-2	-24,5
Autres compensations	22	21	19	-2	-9,6

L'estimation des revenus de prestations de service se fonde essentiellement sur les chiffres antérieurs. La budgétisation des *finances de cours et d'inscription* constitue une exception. On compte avec un effectif de 26 000 étudiants. Les finances de cours et d'inscription resteront à leur niveau des années précédentes: 580 francs par semestre (RS 414.131.7, annexe 1 à l'ordonnance sur les taxes du domaine des EPF). Du total de 30,4 millions budgétisé pour 2012, 21,5 millions reviennent à l'EPFZ, 8,1 millions à l'EPFL et 0,8 million à l'IPS.

En dépit du nombre croissant de licences, les revenus générés par les *brevets et licences* sont budgétisés en légère baisse: en effet, les nouveaux brevets et licences ne produisent pas automatiquement des revenus supplémentaires.

Parmi les *prestations de service à caractère scientifique et administratif* figurent notamment les recettes du LFEM issues de mandats de contrôle et d'expertises pour quelque 12,3 millions (8% des recettes du LFEM). Les deux hautes écoles fournissent elles aussi des prestations de service à caractère scientifique, dont elles tirent des revenus conséquents (EPFZ 2012: 21,0 mio, EPFL 2012: 4,5 mio).

La prudence est de mise quant aux revenus attendus des autres postes (*ventes, remboursements, autres compensations*): le montant retenu est en léger recul par rapport au budget 2011.

5 Charges de personnel

mio CHF	Compte 2010	Budget 2011	Budget 2012	Ecart p.r. au B 2011 val. abs. %	
Charges de personnel	1 769	1 826	1 904	79	4,3
Rétribution du personnel	1 477	1 516	1 574	58	3,8
Professeurs	164	166	178	13	7,6
Personnel scientifique dirigeant, chargés de cours	126	131	130	-1	-0,8
Autre personnel scientifique	656	677	710	33	4,8
Personnel technique et administratif	546	552	573	21	3,8
APG, CNA et autres remboursements	-16	-9	-17	-8	89,0
Cotisations de l'employeur (assurances sociales)	276	278	298	21	7,4
Assurances sociales AVS/AC/AI/APG/ass. maternité	89	90	96	5	6,0
Assur. personnel (cotisations d'épargne et de risque)	160	158	172	15	9,3
Assurance-maladie et accidents CNA, AP/ANP	7	8	8	-0	-2,8
Caisse de compensation pour allocations familiales (CAF/LFLP)	20	22	23	1	4,0
Autres prestations de l'employeur	11	7	11	4	58,3
Personnel temporaire	9	7	8	0	6,0
Autres charges de personnel	-5	17	13	-4	-24,3

Les charges de personnel inscrites au budget s'élèvent à 1904 millions. L'augmentation attendue pour 2012 est de 79 millions et correspond à une augmentation de 4,3% par rapport à 2011.

Une partie de cette augmentation doit servir à la compensation du renchérissement. Une autre partie, à hauteur de 1 à 1,2%, sera affectée à des mesures salariales dans le cadre du nouveau système salarial (NSS). La mise en œuvre des mesures salariales fixées

annuellement dépendra de l'issue des négociations salariales (la décision du Conseil des EPF interviendra en décembre 2011). Les deux mesures salariales évoquées nécessiteront environ 20 à 25 millions de l'augmentation totale.

Par rapport à 2011, les dépenses supplémentaires liées aux postes de travail représentent environ 30 millions. Les changements structurels dans le remplacement du personnel et dans la création de nouveaux emplois (recours à des personnes attestant d'un plus haut niveau de formation, c'est-à-dire d'un diplôme d'une haute école) devraient perdurer en 2012.

Comme les années précédentes, la hausse des charges tient en bonne partie à l'augmentation du nombre de projets de recherche planifiés (augmentation de volume). Les projets supplémentaires aboutissent le plus souvent à l'engagement temporaire de collaborateurs scientifiques, dont les coûts se répercutent en particulier sur la catégorie *autre personnel scientifique*. Cette dernière affiche la plus forte croissance par rapport à 2011. L'un des objectifs essentiels retenus dans la planification stratégique du Conseil des EPF pour le domaine des EPF durant les années 2012 à 2016 est l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Il s'agit d'atteindre un équilibre optimal dans l'encadrement des étudiants par le corps professoral. L'amélioration devrait découler de postes supplémentaires de professeurs assistants ou de pro-

fesseurs ordinaires. Il en résultera des charges supplémentaires pour la catégorie des *professeurs* de 12,7 millions (+ 7,6%).

Selon le compte 2010, quelque 70 % des postes à plein temps sont financés par la contribution financière de la Confédération (équivalents plein temps [EPT] en 2010: 14 730). Ces EPT donnent lieu à quelque 18 600 contrats de travail. Les prévisions pour 2012 tablent sur une augmentation à quelque 10 500 des EPT financés par les fonds primaires. Une hausse est également attendue en ce qui concerne les emplois financés par les fonds secondaires et les fonds de tiers. Les charges de personnel correspondantes augmentent de 36 millions par rapport à 2011 pour totaliser 476 millions, dont 316 millions issus des fonds secondaires et 160 millions des fonds de tiers.

Exprimé en EPT, le nombre total de postes devrait passer à 15 500 pour l'ensemble du domaine des EPF (prévisions 2011: 15 000 EPT), dont quelque 4900 financés par des fonds secondaires et des fonds de tiers.

Le domaine des EPF calcule les cotisations de l'employeur en se fondant systématiquement sur les hypothèses de l'OFPER. Comme en 2011, le taux de cotisation reste fixé à 19,5 % de la masse salariale déterminante et couvre toutes les cotisations de l'employeur.

6 Charges de biens et services et charges d'exploitation

mio CHF	Compte 2010	Budget 2011	Budget 2012	Ecart p.r. au B 2011 val. abs. %	
Charges de biens et services et charges d'exploitation	869	926	935	9	0,9
Charges de matériel et de marchandises	90	90	99	8	9,3
Charges d'exploitation	779	836	836	0	0,0
Charges de locaux (loués à l'extérieur)	14	15	16	1	6,7
Charges de loyers, immeubles de la Confédération	284	282	301	19	6,8
Infrastructure	163	200	166	-34	-16,9
Charges administratives	17	18	21	3	14,0
Biens matériels non portés à l'actif	32	39	43	4	11,6
Charges informatiques et de télécommunication	71	73	73	0	0,0
Commissions, honoraires, mandats R&D	69	73	72	-1	-0,9
Transports, assurances, émoluments	14	17	14	-3	-15,9
Autres prestations de service de tiers	15	16	17	1	9,2
Charges de bibliothèque	27	28	29	1	2,9
Frais	64	65	71	6	9,2
Autres charges de biens et services	9	11	13	2	20,0

Par rapport au budget 2011, la hausse planifiée des *charges de biens et services* est de 9 millions (environ 1 %) et reste modérée. En revanche, la croissance est plus forte en regard du compte 2010 (+ 65,2 mio ou + 7,5 %). Les charges de biens et services sont d'abord liées au plus grand nombre de projets d'enseignement et de recherche. Par rapport au compte 2010, on prévoit des projets supplémentaires en matière d'enseignement et de recherche, et par conséquent un surcroît de charges.

Le total des *charges d'exploitation* de 2012 correspond au montant budgétisé l'année précédente. Des divergences apparaissent toutefois lorsque l'on considère les divers éléments: ainsi, le recul des charges inscrites au budget 2012 au titre de la maintenance de l'infrastructure est relativement important par son montant. Cette baisse est motivée par des charges moindres pour l'entretien et la maintenance auprès de l'EPFZ: cette dernière compte, par rapport à 2011, sur un recul des coûts de maintien de la valeur et de remise en état de l'infrastructure, de même que sur une

réduction des sommes portées à l'actif (seuil de 100 000 fr. par objet) pour des adaptations aux besoins des utilisateurs et des transformations d'objets loués dans le code des frais de construction 3 (CFC 3). Eu égard à la planification du programme de construction, le budget 2011 de l'EPFZ affiche une part importante des charges dans le cadre du CFC 3 et dépasse de loin la moyenne d'autres années. On s'attend pour 2012 à ce que les charges d'infrastructure rejoignent leur niveau des années précédentes (cf. le compte 2010).

Les charges de loyer pour l'utilisation des immeubles appartenant à la Confédération représentent la part principale (36%) de toutes les charges d'exploitation. Par rapport aux montants comparables du budget 2011 et du compte 2010, la somme inscrite au budget 2012 (301 mio) est considérablement plus élevée. Le total correspond à la contribution aux loyers dans la rubrique des revenus (cf. ch. 332, note 2).

Les biens matériels non portés à l'actif comprennent les installations n'atteignant pas le seuil prévu de capitalisation (5000 fr.

par objet). Sous ce poste figurent également des biens matériels (équipements d'exploitation et adaptations d'immeubles aux besoins des utilisateurs) selon le CFC 3.

Le domaine des EPF a budgétisé au total 126 millions en 2012 pour l'informatique et la télécommunication. En raison des investissements plus importants dans les technologies de l'information, cette somme dépasse la valeur constante des années écoulées (100 mio environ). Les investissements dans les technologies de l'information nécessiteront 53 millions, soit 42 % (cf. ch. 323). Généralement, la proportion est de 30 % environ. En revanche, la part inscrite à titre de charges reste au niveau des années précédentes.

Le surcroît de charges budgétisé pour les frais tient essentiellement à la hausse planifiée du nombre de projets d'enseignement et de recherche.

7 Amortissements

mio CHF	Compte 2010	Budget 2011	Budget 2012	Ecart p.r. au B 2011	
				val. abs.	%
Amortissements	138	142	188	46	32,0

Les amortissements planifiés pour 2012 totalisent 188 millions et dépassent nettement les valeurs figurant aussi bien dans le compte 2010 (+ 50 mio) que dans le budget 2011 (+ 46 mio). En comparaison avec les deux années précédentes, les amortissements supplémentaires sont dus au volume plus important des immobilisations corporelles (valeur d'acquisition de près de 2 mrd). Une part des amortissements supplémentaires trouve toutefois son origine dans un effet particulier dû au raccourcissement de la durée linéaire d'amortissement des appareillages techniques et scientifiques de l'EPFZ. En réduisant la durée des

périodes d'amortissements, l'EPFZ s'adapte à la pratique de l'EPFL adoptée il y a quelques années en matière d'amortissements et qui prévoit pour une majorité de ses appareillages une durée d'amortissement fixée à la limite inférieure de la marge possible. Selon les calculs de l'EPFZ, le changement de pratique devrait déployer ses effets essentiellement durant les années 2011 et 2012 sous la forme d'amortissements plus importants dans le compte de résultats; on s'attend à ce que l'effet particulier s'atténue à partir de 2013.

8 Variations des engagements internes

mio CHF	Compte 2010	Budget 2011	Budget 2012	Ecart p.r. au B 2011	
				val. abs.	%
Variations des engagements internes	2	-28	-1	27	-96,4
Engagements liés aux nominations	0	-10	-	10	-100,0
Engagements pour des projets	2	-18	-1	17	-94,4

Le principe de comptabilisation est le même pour les variations des engagements internes que pour les fonds secondaires et les fonds de tiers. Ces variations font également partie du capital affecté dans le bilan. La seule différence réside dans la présentation: alors que les variations des avoirs au titre des fonds secondaires et des fonds de tiers figurent dans le compte de résultats,

la formation ou la liquidation des engagements internes apparaissent dans les charges. Les engagements liés aux nominations concernent des professeurs nouvellement désignés. Ces derniers peuvent librement disposer de ces ressources et décider du moment approprié pour l'emploi de ces fonds dans le cadre des accords contractuels. Ces ressources sont généralement uti-

lisées au cours des trois à cinq premières années. Les besoins annuels de ces crédits liés à la nomination sont déterminés dans le cadre de la procédure budgétaire. Le solde des crédits liés aux nominations est inscrit au passif. Le principe comptable est le même pour les *engagements pour des projets* d'enseignement et de recherche. A la fin de l'exercice, le solde de crédit des projets est inscrit au passif, où la variation est comptabilisée avec effet sur les résultats (à titre de charges ou de diminution des charges).

L'inscription au budget des variations des engagements internes exige de pouvoir estimer le degré d'avancement des projets au fil des mois et ses conséquences financières, au moment de la budgétisation pour l'année en question. Comme de telles estimations sont astreignantes, la plupart des institutions du domaine des EPF renoncent à enquêter à cette fin. Le FNP, qui mène de telles enquêtes, s'attend à une diminution des engagements internes pour les projets et table sur une dissolution de 1 million par le biais des variations des engagements internes.

9 Charges de transfert

mio CHF	Compte	Budget	Budget	Ecart p.r. au B 2011	
	2010	2011	2012	val. abs.	%
Charges de transfert	76	123	92	-31	-25,2
Projets stratégiques du Conseil des EPF et centres de compétence	15	51	39	-12	-23,6
Charges du domaine des EPF pour la participation à des projets d'importance nationale (projets de coopération CUS)	31	35	23	-12	-33,7
Bourses, prix, cotisations d'adhésion	17	18	18	-0	-0,8
Contributions à la recherche versées à l'extérieur	13	19	12	-7	-37,6

Le total des *charges de transfert* comprend les ressources servant à financer la participation à des projets d'importance nationale conformément à la définition contenue dans le message FRI 2008-2011 (FF 2007 1204). La participation à ces projets est prolongée par l'allongement de la période de prestations proposée dans le message FRI 2012. Cela vaut également pour les projets d'importance nationale de la Conférence universitaire suisse (CUS), et pour les contributions à SystemsX.ch et Nano-Tera.ch, qui transitent également par le FNS.

Les ressources destinées aux *projets stratégiques* et aux *centres de compétences du Conseil des EPF* sont cédées durant l'exercice aux unités concernées du domaine des EPF. Il s'agit notamment des tranches annuelles pour les centres de compétences «Energie et mobilité durable» et «Environnement et développement durable», ainsi que pour le centre de compétences pour les sciences des matériaux et la technologie (2012: 16,1 mio, 2011: 14,6 mio). Le montant des ressources est fonction des priorités du Conseil des EPF et peut donc varier au cours de l'exercice.

Les ressources du domaine des EPF au titre de sa participation à des *projets d'importance nationale de la CUS* (2012: 23,1 mio) sont transférées l'année correspondante au Fonds national suisse (FNS) et publiées comme charges dans le budget individuel du Conseil des EPF. Le FNS est chargé de la sélection des projets et attribue les fonds aux chercheurs dans le cadre de concours. Le

montant annuel des ressources octroyées varie en fonction de la planification de la CUS et du Conseil des EPF. Une réserve de 2,8 millions (2011: 5,8 mio) est constituée en faveur des projets de coopération et d'innovation (PCI), alors que 10,3 millions sont destinés au financement de la contribution à deux initiatives suisses en biologie systémique, SystemsX.ch (2011: 16,1 mio), et que 10,0 millions sont réservés à Nano-Tera.ch (2011: 13,2 mio), laquelle encourage la recherche et les technologies de l'information dans les domaines de la santé et de la sécurité humaines et de l'environnement au XXIe siècle.

Sous la rubrique *bourses, prix, cotisations d'adhésion*, on trouve notamment les cotisations de membre aux organisations nationales et internationales de recherche.

L'estimation du montant des *contributions à la recherche versées à l'extérieur* s'inspire des chiffres passés. Le recul de 7 millions par rapport au budget 2011 s'explique en partie, compte tenu par ailleurs de principes comptables modifiés, par le fait que les contributions versées à des centres de compétences (*leading houses*) étrangers à l'EPFZ sont nouvellement comptabilisées dans le respect du principe de neutralité des résultats. Il s'agit à cet égard de coopération dans la recherche entre l'EPFZ et des partenaires externes qui œuvrent simultanément en qualité de centres de compétences.

10 Résultat financier

mio CHF	Compte 2010	Budget 2010	Budget 2012	Ecart p.r. au B 2011 val. abs. %	
Résultat financier	7	13	10	-3	-19,7
Revenus financiers	21	14	13	-1	-7,0
Charges financières	14	1	3	2	140,2

Le placement des ressources financières s'effectue conformément au contrat de trésorerie passé le 29.11.2007 entre l'AFF et le domaine des EPF.

Sur la base de l'art. 34c, al. 2, de la loi sur les EPF (RS 414.110), le Conseil des EPF a édicté les directives de placement qui sont entrées en vigueur le 1.1.2008. C'est sur cette base que les deux EPF et les quatre établissements de recherche définissent leurs stratégies de placement respectives. De plus, conformément au ch. 4, al. 6, des directives de placement du Conseil des EPF,

les deux EPF et les quatre établissements de recherche rendent compte annuellement de la performance de leurs placements et des éventuelles mesures planifiées.

Par rapport au budget 2011, les revenus financiers sont estimés avec davantage de prudence. Etant donné que l'on s'attend à des charges financières en légère hausse par rapport à 2011, le résultat financier escompté passe à 10 millions (3 mio). En comparaison avec le compte 2010, le résultat financier est en hausse de 3 millions.

34 Information sectorielle/budgets individuels

L'information sectorielle présente les budgets individuels des deux EPF et des quatre établissements de recherche.

341 Compte de résultats par unité de consolidation

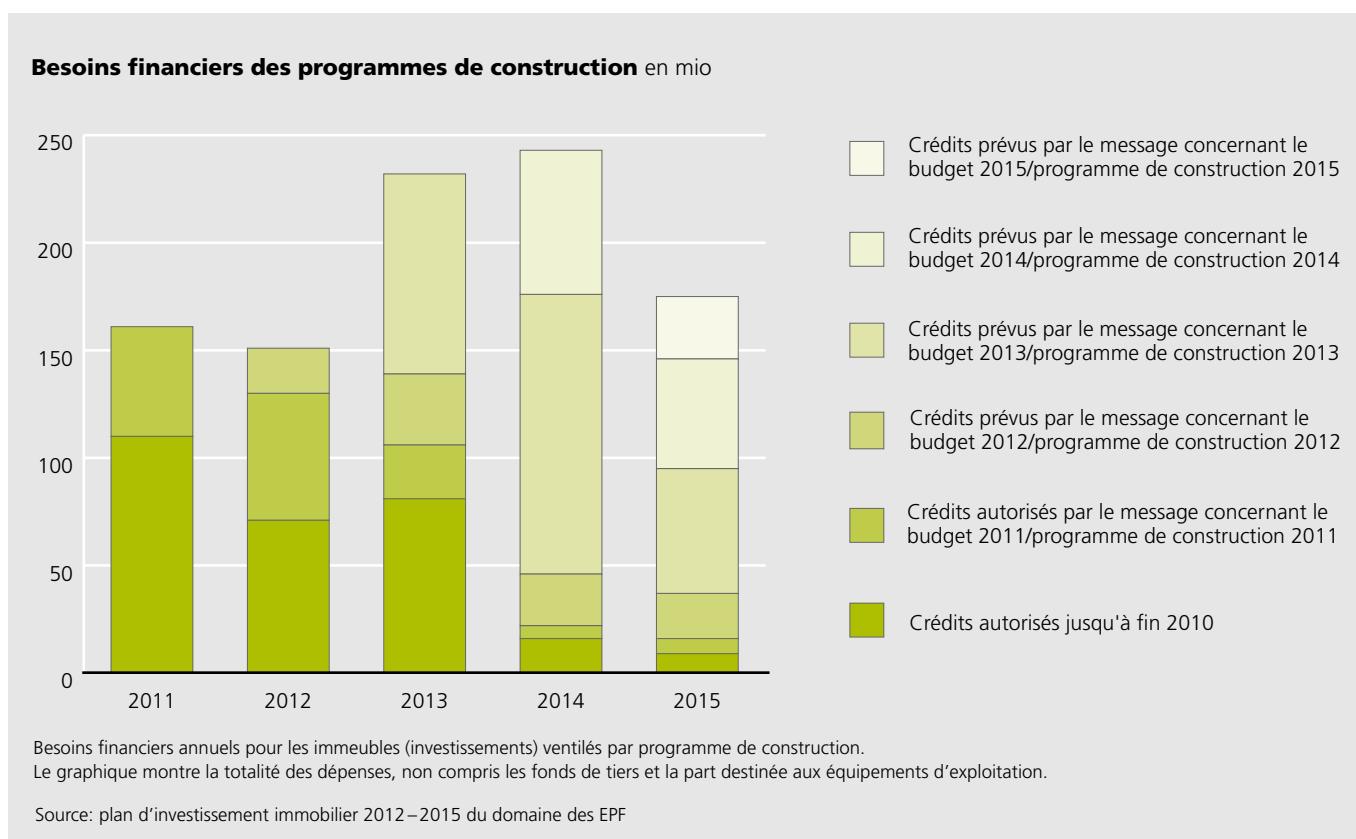
	Budget 2012 Domaine des EPF	Budget 2012 Conseil des EPF	Budget 2012 EPFZ	Budget 2012 EPFL	Budget 2012 IPS	Budget 2012 FNP	Budget 2012 LFEM	Budget 2012 IFAEPE
mio CHF								
Résultat de l'exercice	-9	0	-1	6	-10	-1	-3	-1
Résultat opérationnel (sans résultat financier)	-20	0	-7	2	-10	-1	-3	-1
Revenus opérationnels	3 098	84	1 543	823	345	75	160	67
Contribution financière de la Confédération	2 023	84	1 012	494	247	49	89	48
Contribution aux loyers	301	0	173	74	27	4	18	5
Fonds secondaires et fonds de tiers	676	-	315	240	52	19	38	13
Compensations par des fonds secondaires	456	-	215	164	26	15	27	10
Compensations par des fonds de tiers	220	-	101	76	25	4	11	3
Variations des fonds secondaires et des fonds tiers	-33	-	-26	-10	-	1	2	-
Revenus de prestations de service	109	-	54	25	17	0	13	0
Autres revenus	22	0	15	2	2	1	1	1
Charges opérationnelles	3 118	84	1 550	822	355	75	163	68
Charges propres	3 026	21	1 534	810	355	74	163	68
Charges de personnel	1 904	16	938	543	203	56	103	46
Charges de biens et services et charges d'exploitation	935	5	497	232	109	18	53	20
Amortissements	188	0	99	35	43	2	8	3
Variations des engagements internes	-1	-	-	-	-	-1	-	-
Charges de transfert	92	63	16	12	-	1	-	-
Résultat financier	11	0	6	4	0	0	0	0
Revenus financiers	14	0	9	4	0	0	1	0
Charges financières	3	-	3	-	-	0	0	-

342 Compte des investissements par unité de consolidation

	Budget 2012 Domaine des EPF	Budget 2012 Conseil des EPF	Budget 2012 EPFZ	Budget 2012 EPFL	Budget 2012 IPS	Budget 2012 FNP	Budget 2012 LFEM	Budget 2012 IFAEPE
mio CHF								
Solde du compte des investissements	-245	-0	-139	-43	-50	-2	-10	-2
Solde des investissements dans des immobilisations corporelles	-246	-0	-127	-40	-65	-2	-10	-2
Recettes d'investissement, immobilisations corporelles	1	-	-	-	1	-	-	-
Dépenses d'investissement, immobilisations corporelles	247	0	127	40	65	2	10	2
Immeubles	0	-	-	-	-	0	-	-
Installations techniques et machines	193	-	86	32	63	1	9	2
Technologies de l'information	53	0	41	8	2	1	1	0
Immobilisations incorporelles	1	-	1	-	0	-	-	-
Solde des investissements dans des placements financiers	1	-	-12	-3	15	-	-	-
Cofinancements (nets)	-14	-	-12	-3	-	-	-	-
Placements financiers (nets)	15	-	-	-	15	-	-	-

35 Informations complémentaires

351 Investissements de la Confédération dans des immeubles utilisés par le domaine des EPF



Le portefeuille immobilier du domaine des EPF

Pour répondre à son mandat de prestations, le domaine des EPF gère un parc immobilier vaste et hétérogène réparti dans presque toutes les régions de la Suisse. Ce parc regroupe des édifices aussi connus qu'importants dans des centres-villes, des bâtiments dédiés à la recherche, des forêts, des alpages entiers ou encore un hangar à bateaux. Les immeubles du domaine des EPF sont propriété de la Confédération suisse. Cette dernière impute la totalité des coûts d'infrastructure (amortissements et intérêts théoriques) au domaine des EPF, mais elle met aussitôt à la disposition de celui-ci les ressources nécessaires pour les couvrir, par le biais de sa contribution aux loyers. Au sein du domaine des EPF, c'est le Conseil des EPF qui joue le rôle de propriétaire à titre fiduciaire. En tant que service de la construction et des immeubles de la Confédération (SCI), il coordonne l'exploitation des biens-fonds, veille à la préservation de leur valeur et de leurs fonctions et répond de la gestion vis-à-vis de la Confédération.

Les bâtiments et les installations du domaine des EPF abritent les activités suivantes: enseignement, recherche, documentation, mise à disposition et application des connaissances nouvellement acquises. Seule cette infrastructure de qualité spécialement adaptée aux besoins des utilisateurs permet de remplir à un haut niveau la mission de base, à savoir les activités d'enseignement, de recherche et d'innovation. Le portefeuille immobi-

lier du domaine des EPF constitue dès lors un facteur de production stratégique et une condition indispensable pour préserver la compétitivité internationale des deux écoles polytechniques et des quatre établissements de recherche. Grâce à une gestion professionnelle et innovante de ce portefeuille, les diverses institutions disposent toujours au moment opportun et à moindres frais des équipements (constructions et infrastructures) dont elles ont besoin. Le travail de gestion consiste avant tout à optimiser la durée de vie de l'immobilier (par des investissements ciblés) et à adapter les bâtiments aux nouvelles exigences, afin de préserver le plus longtemps possible la valeur des investissements consentis.

Le domaine des EPF soutient le développement durable de son parc immobilier. Les objectifs de construction durable qu'assume le domaine des EPF servent l'environnement et le climat tout en s'alignant, dans le domaine de l'économie d'entreprise, sur le cycle de vie des immeubles.

Projets en cours et investissements 2012

Pour 2012, les investissements pour les constructions du domaine des EPF devraient totaliser 151,5 millions. Ces immeubles étant propriété de la Confédération, les moyens nécessaires sont inscrits au crédit d'investissement de l'OFCL.

Les investissements se répartissent entre les catégories suivantes:

- projets d'un montant supérieur à 20 millions 71,4 millions
- projets d'un montant de 10 à 20 millions 4,0 millions
- crédit-cadre 76,1 millions

Ils sont consacrés à hauteur de 85,1 millions à des immeubles neufs et des constructions de remplacement, et de 66,4 millions au maintien de la valeur et de la fonctionnalité des immeubles. Les investissements prévus dans le mobilier et dans l'équipement scientifique de base, ainsi que dans des installations à usage spécifique, soit au total 73,8 millions, concernent la propriété des institutions et sont donc imputés à la contribution financière de la Confédération pour le domaine des EPF. De plus, 10,5 millions d'investissements sont prévus dans des biens immobiliers propriété de la Confédération, essentiellement dans le nouveau bâtiment Oberer Leonhard de l'EPFZ, et seront financés par des fonds de tiers.

Les besoins financiers annuels résultant du programme de construction 2012, des programmes de construction déjà approuvés et de ceux qui seront planifiés ultérieurement, sont répertoriés dans le tableau ci-dessus «Besoins financiers des programmes de construction».

Les ressources nécessaires à la réalisation des programmes de construction sont proposées dans les budgets annuels et imputées au plafond des dépenses quadriennal alloué par la Confédération au domaine des EPF.

La répartition des investissements entre les institutions du domaine des EPF se présente comme suit (en mio de fr.):

EPFZ	84,8	56%
EPFL	39,0	26%
4 établissements de recherche IPS, FNP, LFEM, IFAEPE	27,7	18%

Les projets les plus importants pour lesquels des dépenses seront consenties en 2012 sont les suivants (désignation du projet, crédit d'engagement et dépenses 2012 en mio de fr.):

<i>EPFZ:</i>	millions	millions
- nouveau bâtiment Oberer Leonhard	96,5	24,0
- nouvelle halle d'essais Hydraulique	20,0	17,0
- nouvelle plateforme sciences de la vie	51,0	4,7
- remise en état bâtiment principal	51,6	2,0
- centre de calcul scientifique haute performance Lugano	28,9	1,0
<i>EPFL:</i>		
- transformation/extension Mécanique	55,0	20,8
- transformation de la bibliothèque	12,0	4,0
- assainissement des installations techniques du bâtiment Chimie	9,0	1,5

IPS:

- extension Protonthérapie	7,5	2,0
- transformation/extension bât. OKAA	7,0	4,5

FNP:

- nouveau bât. Protection des végétaux	9,0	1,0
--	-----	-----

LFEM/IFAEPE:

- assainissement alimentation en énergie du périmètre	5,1	1,0
--	-----	-----

IFAEPE:

- installations pour essais	3,0	1,0
-----------------------------	-----	-----

Tous les investissements figurent dans le plan d'investissements pour les constructions 2012-2015 et dans les plans financiers des diverses institutions.

Les adaptations nécessaires du plan des investissements et des calendriers de réalisation en raison de coupes budgétaires éventuelles passent par un ordre de priorité des projets fixé en toute autonomie par les institutions du domaine des EPF, ou par un transfert de crédit. Dans certains cas prévus par la LFC, un report de crédit peut être proposé.

Etat des crédits d'engagement pour les immeubles

Au début de l'année 2012, des crédits d'engagement à hauteur de 1866,1 millions auront été alloués pour les constructions et biens immobiliers du domaine des EPF, y compris le programme de construction 2012 proposé. Quelque 65 % de cette somme auront déjà été dépensés et 3 à 4 % supplémentaires seront engagés. Environ 10% des crédits d'engagement, soit 200 millions, ne seront vraisemblablement pas utilisés. Cela concerne pour une grande part des crédits-cadres alloués avant 2008, bloqués suite aux adaptations aux nouvelles réglementations de l'ordonnance du 5.12.2008 concernant la gestion de l'immobilier et la logistique de la Confédération (OILC; RS 172.010.21) en vue de cessions supplémentaires. On prévoit de solder quelques anciens crédits d'engagement (fonds) à la fin de l'année 2012 et de réduire le volume des crédits approuvés, notamment celui des crédits d'engagement non utilisés. Pour ce faire, il faut toutefois que tous les projets d'un fonds donné soient bouclés. Les projets en cours les plus anciens datent de 1999.

Crédits d'engagement pour les immeubles

Pour les immeubles appartenant à la Confédération et utilisés par le domaine des EPF, les demandes de crédits d'engagement (programme de construction du domaine des EPF) sont soumises au Parlement avec le message concernant le budget (ordonnance de l'Assemblée fédérale du 18.6.2004 concernant la soumission des demandes de crédits d'engagement destinés à l'acquisition de biens-fonds ou à des constructions; RS 611.051). Les crédits budgétaires nécessaires à la réalisation étant imputés au plafond des dépenses du domaine des EPF, les explications relatives aux crédits d'engagement proposés dans le budget 2012 figurent dans le compte spécial.

Des crédits d'engagement à hauteur de 100,0 millions sont demandés pour le *programme de construction 2012* du domaine des EPF.

Les crédits d'engagement sont répartis comme suit:

- projets d'un montant supérieur à 20 millions 21,5 millions
- projets d'un montant de 10 à 20 millions 0,0 million
- crédit-cadre 78,5 millions

Les projets de construction soumis font suite à la planification stratégique du Conseil des EPF pour les années 2008 à 2011, qui découle du mandat de prestations 2008 à 2011, et aux plans pluriannuels des établissements concernés (plans de développement).

Tous les projets ont été vérifiés par le Conseil des EPF quant à leur importance, leur urgence et leur mode de financement. Le degré d'avancement de chaque projet a également fait l'objet d'un examen. Un report dans le temps serait préjudiciable à l'enseignement et à la recherche. Une grande partie des projets sert en outre à répondre au mandat prévu par la loi de maintien de la valeur et de la fonctionnalité des biens immobiliers de la Confédération.

Le seul projet de grande envergure d'un montant supérieur à 10 millions est décrit et justifié ci-dessous.

- EPFL Objectif Campus 21,5 millions

Le projet «Objectif campus» vise l'amélioration de la sécurité du trafic et de la durabilité du concept de mobilité, la mise en place d'une signalétique simple et efficace en vue de l'optimisation des flux de trafic, et la création d'un axe infrastructurel central dit «Allée de Savoie» censé répondre aux besoins des étudiants pour leur vie associative et leurs autres activités sociales et culturelles. Sur le plan des constructions, le projet sera réalisé par l'implantation de pavillons sur la place Cosandey, qui créeront un espace d'accueil, offriront la possibilité de présenter des résultats scientifiques et comporteront un laboratoire médiatique (meta-media lab).

Le projet comporte trois volets, indépendants les uns des autres mais malgré tout liés: l'aménagement de la place avec ses annexes, la signalétique et l'éclairage.

Au centre du campus, sur la place Cosandey, une infrastructure technique de pointe sera implantée qui autorisera les nouvelles formes de communication et de visualisation telles qu'elles seront utilisées par exemple dans le laboratoire d'enseignement (teaching lab) prévu, et qui accueillera les disciplines scientifiques les plus diverses (connaissances de base, biologie, et sciences de l'ingénieur) et leurs interfaces. Concrètement, cette infrastructure trouvera place dans le pavillon du laboratoire médiatique, dans l'un des pavillons du centre d'accueil et dans un autre pavillon encore, et l'on y présentera les orientations de l'EPFL (vision, mission, stratégie) dans leur contexte culturel, de même que les développements récents de la recherche.

Ces nouveaux aménagements seront reliés au périmètre par le côté nord de la place Cosandey, ce qui créera un passage entre la première étape du campus (niveau +2) et la bibliothèque (Rolex Learning Center). Ce passage prendra la forme d'une rampe inclinée entre la place Cosandey et l'Esplanade. Sous la rampe, des locaux seront aménagés, destinés aux activités des associations d'étudiants. Depuis des années, la demande des étudiants en locaux de travail et de réunion n'a cessé de croître sans que l'on puisse y répondre par les bâtiments d'enseignement et de laboratoires existants.

Pour le développement de l'EPFL, le projet représente un nouveau pas vers un véritable campus. De nouveaux périmètres de réunion et d'interaction sont compatibles avec une politique durable en matière d'environnement et de trafic. Les infrastructures animeront la vie du campus et favoriseront les activités des étudiants. Une meilleure organisation, une signalétique et un éclairage efficaces et des adaptations générales aux prescriptions légales contribueront à l'amélioration de la sécurité.

La réalisation des travaux (2012 et 2013) ira de pair avec l'achèvement du centre de conférences. Les coûts d'investissement de ce projet totaliseront 35,5 millions. Le crédit d'engagement nécessaire s'élève à 21,5 millions, que l'EPFL complètera par un montant de 2,0 millions pris sur ses propres ressources budgétaires pour des aménagements répondant aux besoins des utilisateurs, et par des fonds issus de parrainage pour les pavillons (12 mio).

Pour les autres projets, un crédit-cadre est demandé conformément à l'art. 28, al. 1, let. b, OILC (RS 172.010.21). Les projets d'un montant de 3 à 10 millions y figurant sont présentés individuellement dans le plan des investissements. On répond ainsi aux impératifs de l'art. 28, al. 1, let. b, OILC, qui exige qu'un crédit-cadre ait une structure adéquate pour tous les autres projets de construction. Ces projets sont assortis d'une formulation des besoins et d'un devis des coûts. Ils sont autorisés au cas par cas par le président du Conseil des EPF. La majorité de ces projets concerne des assainissements ou des restaurations visant le renforcement de la sécurité, le maintien de la valeur et de la fonctionnalité des immeubles ou le respect de conditions imposées par les autorités, ou encore la réaffectation de certains objets à de nouvelles fonctions en inaugurant une nouvelle phase dans leur cycle de vie. Le crédit-cadre couvre également les tâches de la gestion immobilière, l'élaboration de projets de construction, ainsi que la réalisation de projets de construction imprévus et urgents ou des mesures de remise en état. Ces dernières ne sont pas encore connues au moment de l'établissement du programme de construction, ou bien leur portée ne peut être encore précisément définie. Ces crédits ne sont donc ouverts qu'à l'apparition d'un besoin concret dûment constaté, au cas par cas, et ne figurent pas individuellement dans les besoins financiers annuels.

Tous les crédits du programme de construction 2012 dépassent le seuil de 20 millions et sont donc soumis au frein aux dépenses en vertu de l'art. 159, al. 3, let. b, de la Constitution fédérale.

